



PREFECTURE  
Direction des relations avec les collectivités locales  
Bureau des enquêtes publiques  
et des installations classées  
AR

**ARRÊTÉ**  
du **18 JUIL. 2018**

**portant mise en demeure à la société Holcim Béton Granulat Haut-Rhin  
de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 3272 du 14 novembre 2000  
réglementant les installations du site de la carrière de sable et gravier sise à Hirtzfelden**

**Le Préfet du Haut-Rhin**  
*Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite*

- VU** le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8,
- VU** l'arrêté préfectoral n° 3272 du 14 novembre 2000 portant autorisation d'exploiter une carrière et des équipements connexes, à Hirtzfelden, à la société Orsa Granulats Alsace,
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2013-317-0008 du 13 novembre 2013 portant prescriptions complémentaires,
- VU** l'arrêté préfectoral du 30 juin 2015 autorisant le changement d'exploitant au profit de la société Holcim Béton Granulat Haut-Rhin,
- VU** la visite d'inspection du site de la carrière de Hirtzfelden du 27 juin 2018,
- VU** le rapport du 10 juillet 2018 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées,

**CONSIDÉRANT** que l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2000 complété susvisé impose que l'exploitation soit menée selon un phasage d'exploitation proposé par l'exploitant et imposé, et qu'il est constaté que ce phasage n'est pas respecté (retard important à l'extraction (environ 5 ans), les travaux d'extraction sont encore en cours sur les terrains associés à la phase [14 novembre 2010/14 novembre 2015], l'exploitant signale verbalement que la fin d'extraction sur ces terrains est prévue pour 2020), ce qui constitue un non-respect de la prescription,

**CONSIDÉRANT** que l'article 11 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2000 complété susvisé impose que toute modification de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier doit être portée à la connaissance du préfet, que l'actuel décalage d'exploitation impacte le phasage de remise en état et le calcul du montant des garanties financières de remise en état, que ces points sont notables, et que cependant aucune information du préfet n'a été faite par l'exploitant, ce qui constitue un non-respect de la prescription,

**CONSIDÉRANT** le plan d'exploitation du site, mis à jour le 28 septembre 2017 et communiqué par l'exploitant, et les coupes AA' et BB' annexées à ce plan,



**CONSIDÉRANT** que l'article 17-1 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2000 complété susvisé impose notamment le respect d'une pente de 1/2,5 pour les talus sous eau et que les coupes annexées au plan d'exploitation mis à jour au 28 septembre 2017 traduisent d'une pente de 1/1,7, pour la coupe BB', correspondant aux talus Est et Ouest de la partie en eau du site, ce qui constitue un non-respect de la prescription,

**CONSIDÉRANT** que l'article 20-1 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2000 complété susvisé fixe les éléments qui doivent figurer au plan d'exploitation du site et qu'il a été constaté un certain nombre de manquements sur le plan mis à jour au 28 septembre 2017 (aire de dépotage/distribution de carburant dessinée mais non caractérisée, les deux séparateurs d'hydrocarbures ne figurent pas, la vanne d'isolement associée au séparateur associé à l'aire de dépotage/distribution de carburant ne figure pas, les points d'infiltration en sortie des deux séparateurs ne figurent pas, les aménagements de biodiversité ne sont pas mis en évidence, la dénomination des zones de biodiversité (article 21-1 de l'arrêté d'autorisation susvisé) n'est pas portée au document, les aires de lavage de bennes et de lavage de matériaux au chargement ne figurent pas au plan, ...), ce qui constitue un non-respect de la prescription,

**CONSIDÉRANT** que l'article 23-1 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2000 complété susvisé impose que l'aire de dépotage de carburant soit associée à un volume de rétention conforme aux règles de dimensionnement définies à l'article 23-2 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2000 complété, que le volume de rétention associé à l'aire de dépotage de carburant est de 4m<sup>3</sup> (information figurant au plan d'exploitation du 28 septembre 2017) alors que l'exploitant précise que la citerne routière de livraison est de 19m<sup>3</sup>, ce qui constitue un non-respect des prescriptions,

**CONSIDÉRANT** les tableaux de suivi des opérations d'entretien des séparateurs d'hydrocarbures présentés par l'exploitant,

**CONSIDÉRANT** que l'article 23-1 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2000 complété susvisé impose la tenue d'un registre de contrôle des opérations d'entretien de séparateur d'hydrocarbures sur lequel seront portées les dates d'entretien et curage, les quantités de boues et liquides récupérées et éliminées, et que sur les documents présentés les quantités de boues et liquides récupérées lors de l'entretien annuel du 16 octobre 2017, et éliminées, ne figurent pas, ce qui constitue un non-respect de la prescription,

**CONSIDÉRANT** les résultats du contrôle du 13 novembre 2013 de la qualité des rejets en sortie du décanteur-séparateur d'hydrocarbures associé à l'aire de dépotage de carburant,

**CONSIDÉRANT** que l'article 23-1 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2000 complété susvisé impose, en sortie du décanteur-séparateur d'hydrocarbures associé à l'aire de dépotage de carburant, une valeur limite de 125mg/l pour les matières en suspension pour les rejets et que la teneur du rejet (contrôle du 13 novembre 2017) est de 300 mg/l, ce qui constitue un non-respect de la prescription,

**CONSIDÉRANT** que l'article 29 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2000 complété susvisé impose que la qualité des rejets du décanteur-séparateur d'hydrocarbures associé à la piste de remontée de la zone de stockage de matériaux soit annuellement contrôlée et que cet ouvrage n'a pas été contrôlé en 2017, ce qui constitue un non-respect de la prescription,

**CONSIDÉRANT** que l'article 32-4 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2000 complété susvisé impose la transmission au préfet d'un état quinquennal de l'état de la remise en état par rapport au phasage de remise en état prévu et de l'adéquation des montants de garanties financières nécessaires avec ceux initialement prévus et imposés, six mois avant l'échéance des périodes quinquennales fixées à l'arrêté d'autorisation, et que pour la période quinquennale [14 novembre 2010/14 novembre 2015], un tel document n'a pas été adressé au préfet, ce qui constitue un non-respect de la prescription,



**CONSIDÉRANT** les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »,

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin,

## **A R R Ê T E**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La société Holcim Béton Granulat Haut-Rhin, désignée « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est Lieu-dit Ritty – 68730 BLOTZHEIM, est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation des installations de son site de carrière de sable et gravier de Hirtzfelden, les prescriptions des articles 6, 11, 17-1, 20-1, 23-1, 23-2, 29 et 32-4 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2000 susvisé, complété par l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2013 susvisé, reprises dans le présent arrêté.

**Article 2 :** Au plus tard le 30 septembre 2018, s'agissant du phasage d'exploitation de la carrière, conformément aux prescriptions de l'article 6 « conditions de l'autorisation » de l'arrêté du 14 novembre 2000 complété susvisé :

« Les installations et leurs annexes seront situées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers de demande d'autorisation (...).

Notamment :

- le phasage d'exploitation devra respecter le plan de phasage annexé à la dernière modification autorisée de l'arrêté d'autorisation d'exploiter (...), ».

**Article 3 :** Au plus tard le 30 septembre 2018, s'agissant du porté à connaissance des modifications des conditions d'exploiter, conformément aux prescriptions de l'article 11 « modifications » de l'arrêté du 14 novembre 2000 complété susvisé :

« Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, devra être portée (...) à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. ».

**Article 4 :** A la notification du présent arrêté de mise en demeure, s'agissant de la pente de talus sous eau, conformément aux prescriptions de l'article 17-1 « Extraction » de l'arrêté du 14 novembre 2000 complété susvisé :

« (...) L'exploitation se fera (...), de façon à ce que les talus prévus pour la remise en état du site soient obtenus directement par excavation et non par remblayage. Ils seront donc réalisés au fur et à mesure de l'exploitation selon une pente en garantissant la stabilité, à savoir une pente moyenne mesurée par rapport à l'horizontale de :

- 1/1,5 (environ 33°) pour les parties situées au-dessus de la cote des plus hautes eaux décennales,
- 1/10 (environ 6°), sur une distance horizontale sous eau d'au moins 20 mètres, mesurée depuis la cote moyenne estivale du niveau libre de l'eau, pour les zones de haut-fond, prévues au document d'impact,
- 1/2,5 (environ 22°) pour les autres parties. »

**Article 5 : Au plus tard le 30 novembre 2018**, s'agissant des éléments qui doivent figurer au plan d'exploitation, conformément aux prescriptions de l'article 20-1 « Plan » de l'arrêté du 14 novembre 2000 complété susvisé :

« (...) Sur ce plan seront reportés :

- les dates des levés,
- le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m, la dénomination des parcelles cadastrales concernées,
- les bords de la fouille,
- les limites de sécurité et périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales,
- les courbes de niveau (équidistantes, tous les 10 m d'altitude) ou les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés,
- les courbes bathymétriques (équidistantes, tous les 10 m de profondeur),
- la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat, en particulier ceux dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques,
- l'emplacement exact du bornage,
- la position des dispositifs de clôture,
- l'étendue des zones décapées et les emplacements de stockage des terres de découverte,
- les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières,
- l'étendue des zones où l'exploitation est définitivement arrêtée, celles en eau, celles remblayées et celles remises en état,
- les voies d'accès et chemins menant à la carrière,
- les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,
- des coupes (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente), avec des échelles horizontales et verticales égales, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelle des fronts d'exploitation,
- l'emplacement des aménagements fixes de biodiversité dont il est fait état aux prescriptions de l'article 21 de l'arrêté d'autorisation d'exploiter. ».

**Article 6 : Au plus tard le 30 septembre 2018**, s'agissant du volume de rétention associé à l'aire de dépotage de carburant, conformément aux prescriptions de l'article 23-1 « Aire de dépotage/distribution de liquides inflammables - Aire d'entretien » de l'arrêté du 14 novembre 2000 complété susvisé :

« (...) Cette aire étanche sera conçue et dimensionnée, conformément aux règles définies à l'article 23-2 de l'arrêté d'autorisation d'exploiter, afin de constituer une aire de rétention adaptée lors des opérations de dépotage du véhicule citerne de livraison de carburant (le volume de rétention disponible sera calculé sur la base des compartiments équipant le véhicule citerne de livraison). (...) ».

**Article 7 : Au plus tard le 30 septembre 2018**, s'agissant des règles de dimensionnement des cuvettes de rétention, conformément aux prescriptions de l'article 23-2 « Aire de dépotage/distribution de liquides inflammables - Aire d'entretien » de l'arrêté du 14 novembre 2000 complété susvisé :

« Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols sera associé à une capacité de rétention dont le volume sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.(...). ».

**Article 8 : Au plus tard le 30 septembre 2018**, s'agissant du registre du suivi des opérations d'entretien des séparateurs d'hydrocarbures, conformément aux prescriptions de l'article 23-1 « Aire de dépotage/distribution de liquides inflammables - Aire d'entretien » de l'arrêté du 14 novembre 2000 complété susvisé :



« (...) Le dispositif de traitement des eaux pluviales de ruissellement, ainsi que la vanne d'isolement, seront régulièrement entretenus, et **a minima une fois par an**. Un registre de contrôle sur lequel seront portés les dates d'entretien et curage, les quantités de boues et liquides récupérés et éliminés, ainsi que les résultats d'analyses de la qualité des eaux infiltrées sera tenu (...). ».

**Article 9 : Au plus tard le 30 novembre 2018**, s'agissant de la qualité des rejets d'eaux pluviales traitées en sortie de décanteur-séparateur d'hydrocarbures, conformément aux prescriptions de l'article 23-1 « Aire de dépotage/distribution de liquides inflammables - Aire d'entretien » de l'arrêté du 14 novembre 2000 complété susvisé : « (...). Après traitement les eaux pourront être infiltrées dans les limites autorisées suivantes :

Paramètre	Concentration (mg/l)
Hydrocarbures	5
MEST	35
DCO	125

(...) ».

**Article 10 : Au plus tard le 30 novembre 2018**, s'agissant de la surveillance de la qualité des rejets d'eaux pluviales traitées en sortie du décanteur-séparateur d'hydrocarbures associé à la piste de remontée de la zone de stockage de matériaux, conformément aux prescriptions de l'article 29 « surveillance des rejets » de l'arrêté du 14 novembre 2000 complété susvisé :

« (...) les rejets en sortie de décanteur/déshuileur :

- le décanteur/déshuileur associé à l'aire de dépotage/distribution de carburant,
- le décanteur/déshuileur associé à la piste de remontée de la zone de stockage de matériaux,
- tout autre décanteur/déshuileur mis en place par l'exploitant,

devront être **annuellement** contrôlés :

- les paramètres à surveiller seront pH, MEST, DCO et HC,
- (...). ».

**Article 11 : Au plus tard le 30 septembre 2018**, s'agissant de la surveillance de la transmission d'un état quinquennal de la remise en état par rapport au phasage de remise en état prévu et de l'adéquation des montants de garanties financières nécessaires avec ceux initialement imposés, conformément aux prescriptions de l'article 32-4 « surveillance des rejets » de l'arrêté du 14 novembre 2000 complété susvisé :

« L'exploitant communique au préfet (...), un rapport concernant l'avancement des travaux d'exploitation et de remise en état. Ce rapport doit notamment faire le point sur :

- l'état de la remise en état par rapport au phasage de remise en état prévu,
- l'adéquation des montants de garanties financières nécessaires avec ceux initialement prévus et imposés. ».

**Article 12 :**

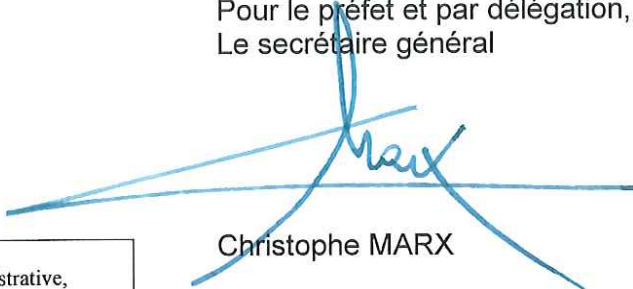
En cas de manquement aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions et mesures administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

**Article 13 :**

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le sous-préfet de Mulhouse, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie est notifiée à la société Holcim Béton Granulat Haut-Rhin.

Fait à COLMAR, le **18 JUIL. 2018**

Le préfet  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général



Christophe MARX

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R.421.1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.